

« Du quartier-territoire » aux « nouveaux territoires » : l'inscription territoriale dans les villes en guerre

Texte provisoire
2^{èmes} Rencontres du Territoire,
Grenoble, 7 et 8 décembre 2010.
Bénédicte Tratnjek

Résumé :

L'inscription spatiale de la guerre dans les villes ne se mesure pas seulement au prisme des ruines et des destructions, qui laissent des empreintes dans les paysages urbains. En effet, l'approche territoriale se trouve particulièrement opératoire pour comprendre les recompositions des liens sociaux et des pratiques spatiales des habitants dans les villes pendant la guerre et dans le long terme de la pacification. La géographe Elisabeth Dorier-Apprill a proposé le concept de « quartiers-territoires » pour expliquer la stratégie particulière des milices qui s'ancrent dans des quartiers contrôlés par la mise en place de check-points qui construisent une discontinuité territoriale entre un « dedans » et un « dehors », défendus contre les acteurs « intrusifs » jugés comme « indésirables » dans le territoire approprié, et identifiés par des marqueurs spatiaux et symboliques. Une telle stratégie (qui s'oppose à celle des acteurs insurrectionnels qui ne repose pas sur l'appropriation d'un territoire doté d'une identité discursive) reconstruit les pratiques spatiales des habitants dans les villes en guerre, notamment en brisant la continuité spatiale dans leurs déplacements, mais également en transformant des logiques de distanciation inhérentes à la ville de l'immédiat avant-guerre en logique de différenciation (par des processus d'enclavement des habitants dans des territoires dans lesquels ils se sentent en sécurité). Ainsi, il est nécessaire de s'interroger sur les mobilités et les représentations spatiales des acteurs syntagmatiques et des habitants pour comprendre combien le « vivre ensemble » est mis à mal le temps du conflit. En quoi ces fragmentations urbaines (culturelles, sociales et/ou politiques) s'ancrent-elles dans le paysage urbain de l'après-guerre et dans l'imaginaire spatial des différents opérateurs spatiaux qui y vivent ou y agissent ?

Cette proposition s'appuie sur des travaux empiriques et des réflexions menées dans le cadre d'une thèse de géographie sur les recompositions sociospatiales dans les villes en guerre, au prisme d'une approche comparative. On postule que la guerre recompose des territorialités spécifiques et on se propose d'en interroger la durabilité et les impacts sur le « vivre ensemble » dans l'après-guerre. A travers des exemples divers (principalement Abidjan, Beyrouth, Mitrovica et Sarajevo), il s'agit d'analyser le temps de l'immédiat après-guerre comme un défi posé aux acteurs de la pacification pour décloisonner des « quartiers-territoires » et reconstruire la ville comme un espace partagé par tous les habitants, alors même que le jeu des acteurs déstabilisateurs tend à renforcer les fragmentations territoriales comme des poursuites de la guerre dans le temps de la paix.

Introduction : Le territoire, une entrée opératoire pour l'analyse des villes en guerre ?

Questionner les « villes en guerre » au prisme de l'entrée territoire revient à s'interroger sur la pertinence de cette approche pour les belligérants, les réseaux criminels, les acteurs de la paix et les habitants. Le territoire constitue-t-il une échelle d'action, une ressource mobilisable, et/ou un vécu pour ces différents opérateurs spatiaux ? Le territoire ne peut être considéré comme un espace neutre, dénué de symbolique et de valeurs : dès lors, entrent en compte des processus d'appropriation et des sentiments d'appartenance à l'espace, au point que la territorialisation des différents groupes sociopolitiques dans la ville en guerre se traduit par leurs stratégies de (sur)vie et leurs pratiques spatiales. Si la ville en guerre est souvent analysée comme un espace de combats (au prisme du paradigme stratégique de la « guerre urbaine »¹), elle n'en est pas moins un espace de (sur)vie pour les habitants comme pour les acteurs de la guerre et de la paix, et un espace médiatique dans lequel chaque acteur procède à des opérations aux objectifs à la fois militaires et symboliques. A travers ces opérations « discursives » (c'est-à-dire de théâtralisation des espaces de combat pour agir sur les représentations de l'(in)sécurité par les habitants), il est possible de mettre en exergue la conscience territoriale des différents acteurs et les conséquences pour les habitants dans la restructuration de leurs territoires du quotidien. Par l'analyse de cette territorialisation de la violence dans la ville en guerre, ce papier se propose d'interroger les fragmentations urbaines dans le temps de la guerre, et les territorialités des différents opérateurs spatiaux comme enjeu du processus de pacification/réconciliation dans l'immédiat après-guerre.

I/ Du territoire milicien au « quartier-territoire » : le territoire comme ressource dans la guerre

En prolongeant les analyses de la géographe Elisabeth Dorier-Apprill sur la territorialisation des milices à Brazzaville², on propose la notion de « quartiers-territoires » pour expliquer la stratégie particulière des milices qui s'ancre dans des espaces dont l'appropriation est mise en scène par un dispositif sécuritaire visible par les autres belligérants, tout comme par les habitants. L'émergence de « quartiers-territoires » dans la ville procède de deux temps distincts : tout d'abord, les belligérants s'approprient par les armes des espaces de combats, et forment des territoires miliciens dont le contrôle leur permet d'assurer leurs objectifs guerriers. Ces territoires miliciens sont marqués par la présence d'un dispositif sécuritaire « d'urgence », notamment par la construction de grillages et de barricades comme obstacles à l'intrusion d'un adversaire. Au fur et à mesure que leur implantation perdure, ces barricades cèdent la place à un dispositif sécuritaire plus complexe, mais surtout mis en scène pour rendre visible l'appropriation du territoire milicien. Les grillages et les barricades cèdent la place à des murs ou à des formes plus complexes de matérialisation de la ligne de front dans la ville en guerre. Mais plus encore, ces murs

¹ Parmi de nombreux auteurs, on citera : TISSERON, Antonin, 2007, *Guerres urbaines. Nouveaux métiers, nouveaux soldats*, Paris, Economica ; DUFOUR, Jean-Louis, 2002, *La ville, la guerre et le soldat*, Paris, Odile Jacob ; DE RICHOUFFITZ DE MANIN, Emmanuel, 2002, « La zone urbaine : nouveau théâtre d'opérations ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 51, n°202, pp. 111-119.

² Notamment : DORIER-APPRILL, Elisabeth, 2001, « Un cycle de guerres urbaines à Brazzaville », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°91, pp. 101-110.

« s'affichent »³ par le biais de supports très variés (tags/graffiti, panneaux, affiches, drapeaux, photographies, statues...). En effet, ils sont utilisés comme marqueurs de l'appartenance du territoire à un groupe politico-culturel⁴, celui que défend la milice. Le territoire milicien devient ainsi un territoire identitaire, revendiqué par le groupe armé qui le défend. En ce sens, la milice tend à reproduire à l'intérieur de ce territoire une « micro-ville », c'est-à-dire qu'elle procède à l'autonomisation du territoire sous contrôle. En créant un espace de vie reposant sur la dialectique « dedans/dehors », la milice procède à la différenciation des territoires urbains. Le « quartier-territoire » se construit donc comme une ressource pour les belligérants qui mettent en scène leur contrôle sur un territoire identitaire : il devient un « territoire interdit » pour les opérateurs spatiaux « ennemis » jugés « indésirables » (qu'ils soient des belligérants ou des habitants d'une autre identité), tandis qu'il se transforme en « territoire-sanctuaire » pour la communauté défendue par la milice.

L'appropriation territoriale est un enjeu pour les combattants dans la ville : au-delà de l'aspect tactique, il s'agit aussi d'un enjeu symbolique qui est parfaitement identifié comme tel par les belligérants. L'exemple de « Dolce Vita » à Mitrovica (au Nord du Kosovo) est emblématique de ce type d'appropriation territoriale par des groupes armés : haut-lieu de la géographie politique de cette ville divisée en deux « quartiers-territoires » serbe au Nord et albanais au Sud de la rivière-frontière Ibar⁵, ce café est « le siège des « Gardiens du Pont ». Ce sont des Serbes radicaux, recrutés comme supplétifs de la Kfor en 2000, mais qui se sont investis ensuite d'une compétence occulte de contrôle du Nord de la ville, en commençant par l'accès au pont de leurs compatriotes. Ils sont les défenseurs d'une « serbité » intransigeante et n'hésitent pas à punir ceux qui iraient fraterniser avec les « gens d'en face » »⁶. Ce café polarise un territoire milicien, dans la mesure où l'ensemble café-magasin⁷ permet aux extrémistes de contrôler les mobilités des habitants dans une zone d'influence aux alentours du pont Ouest⁸ (figure n°6). Assurer le contrôle d'un quartier et la protection de sa population permet ainsi d'offrir un message aux adversaires : l'appropriation spatiale et identitaire de la zone ne peut être remise en cause seulement par un affrontement armé, puisque la ligne de

³ Voir, pour le cas de Beyrouth, voir DAVIE, Michael F., 1993, « Les marqueurs de territoires idéologiques à Beyrouth (1975-1990) », FRESNAULT-DERUELLE, Pierre (dir.), 1993, *Dans la ville, l'affiche*, Maison des Sciences de la Ville, Tours, pp. 38-58.

⁴ On insiste sur le fait que, malgré des simplismes qui reviennent régulièrement dans les médias, la religion n'est pas le seul critère de différenciation communautaire dans les villes en guerre : d'autres facteurs (qu'ils soient culturels tels que la langue ou l'ethnie ; ou idéologiques) entrent en compte, et souvent se combinent les uns aux autres pour donner à chaque groupe une identité propre.

⁵ TRATNJEK, Bénédicte, 2006, « Le nettoyage ethnique à Mitrovica : interprétation géographique d'un double déplacement forcé », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, vol. 83, n°2006/4, pp. 433-447.

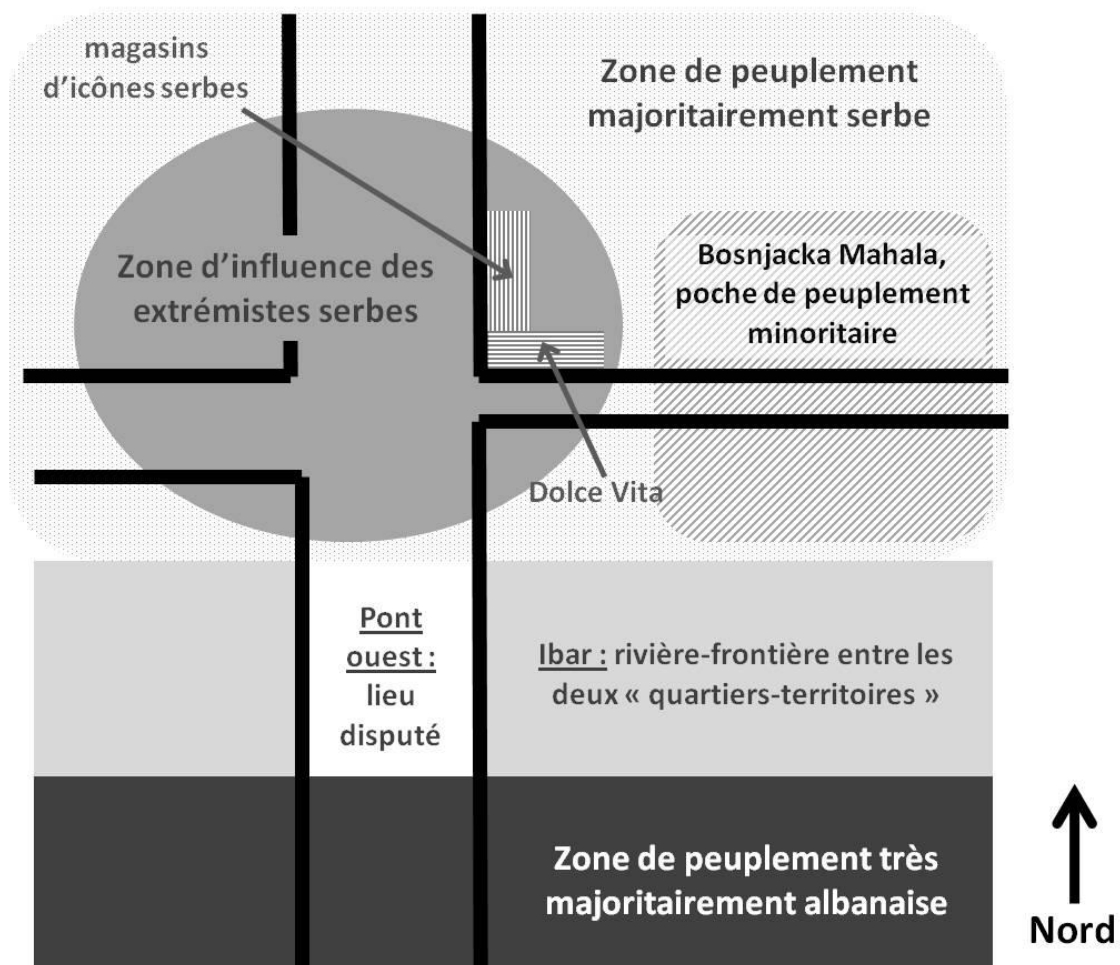
⁶ ABEN, Jacques, 2003, « Une géographie politique de Mitrovitsa », *Défense nationale*, vol. 59, n°2., pp. 101-102.

⁷ Ce magasin (figure n°1) vend des icônes religieuses serbes, des drapeaux de la Serbie, des images à l'effigie de Slobodan Milosevic ou Vladimir Poutine (comme « allié » de la Serbie et des Serbes du Kosovo, la Russie refusant de reconnaître l'indépendance du Kosovo), des livres d'histoire remaniés pour en faire une mythologie à la gloire des Serbes, etc.

⁸ Il existe plusieurs ponts permettant de traverser l'Ibar et de rejoindre chacune des rives, majoritairement serbe au Nord de la ville, et albanaise au Sud. Néanmoins, le pont Ouest (surnommé « pont Austerlitz sur les cartes de baptême terrain de la KFOR française) reste le principal point de communication, si ce n'est dans le nombre de flux, mais par son importance symbolique : reliant le centre-ville serbe au Nord et le centre-ville albanais au Sud, il est devenu un géosymbole politique autant pour les acteurs de la pacification qui ont voulu, en le reconstruisant dans le grandiose, en faire un géosymbole de la réconciliation des populations du Kosovo ; que par les acteurs locaux, qui ne se sont pas appropriés ce géosymbole de la paix, et l'utilisent comme haut-lieu de la différenciation communautaire lors des violences dans la ville (voir TRATNJEK, Bénédicte, 2009, « Des ponts entre les hommes : les paradoxes de géosymboles dans les villes en guerre », *Cafés géo.*, Rubrique Vox Geographi).

front entre deux quartiers s'est transformée en une profonde ligne de fractures identitaire. Ainsi, la territorialisation par la violence ancre une mise à distance entre les communautés au point que la ville en guerre se fragmente en de multiples « quartiers-territoires » qui s'autonomisent et sont appropriés par des acteurs qui mettent en visibilité leur identité.

**Figure n°1 : « Dolce Vita », le café des extrémistes serbes à Mitrovica :
du lieu milicien à l'appropriation du « quartier-territoire »**



Source : schéma réalisé par l'auteur, d'après des recherches empiriques.

II/ Mutations et permanences du « quartier-territoire » dans l'immédiat après-guerre : le territoire comme enfermement et différenciation communautaire

Une fois la guerre achevée, elle ne disparaît pourtant pas de la ville. En effet, la territorialisation par la violence imposée par les miliciens s'impose dans l'espace urbain le

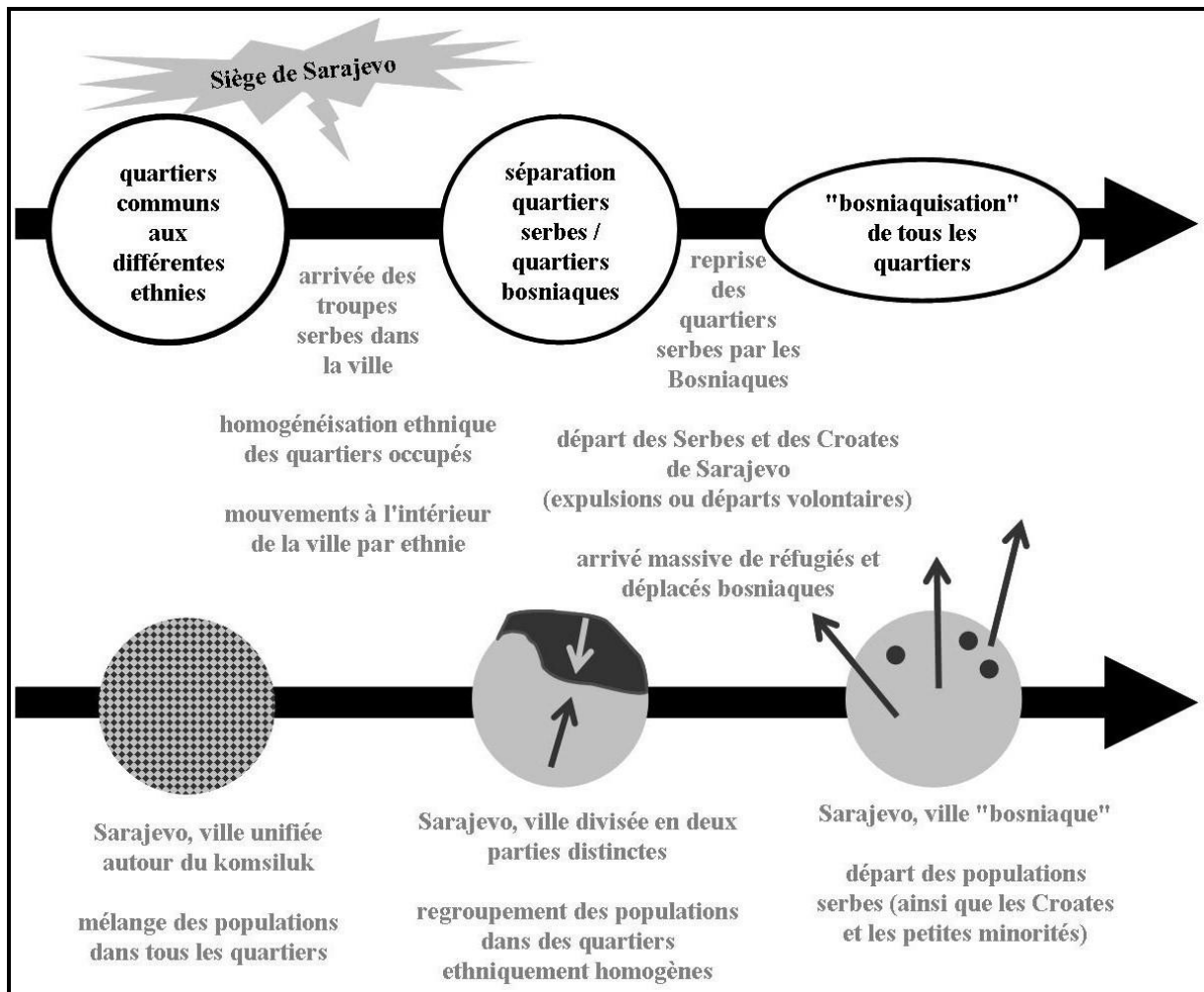
long terme. Les fragmentations urbaines recomposent les territoires du quotidien dans la guerre, et s'inscrivent dans les problématiques du processus de pacification/réconciliation des populations. Pendant la guerre, une géographie de la peur s'est dessinée au cœur de la ville, véritable « prison urbaine » où l'enfermement et le repli sur soi sont des stratégies de survie pour les habitants, accentuées par les actions miliciennes. Au fur et à mesure de la guerre, la ville se dérégule et n'est plus un espace de vie commun à l'ensemble des habitants, ni même un lien collectif qui fonde une identité collective. Elle se désurbanise, dans le sens où elle se fragmente en plusieurs noyaux communautaires qui deviennent des enclaves. S'instaure non plus une urbanité, mais une myriade de « quartiers-territoires » séparés les uns des autres par des lignes de front qui s'imposent autant comme des frontières physiques que des frontières mentales. Cette « modification coercitive »⁹ du peuplement urbain se poursuit dans le temps de l'immédiat après-guerre, dans lequel la peur et la haine procèdent à de nouvelles recompositions sociospatiales, malgré l'absence de menace armée. En effet, l'émergence de ces multiples subjectivités urbaines remet en cause l'urbanité de la ville. La composition socioculturelle de la ville de l'immédiat après-guerre se différencie très nettement de celle de l'avant-guerre, dans la mesure où la violence s'est inscrite dans les territoires du quotidien. Plus encore, les populations jugées comme « indésirables » pendant la guerre se replient dans des « poches urbaines » ou fuient la ville. On assiste alors à un « nettoyage territorial » passif.

L'exemple de la ville de Sarajevo est emblématique de cet ancrage de la peur de « l'Autre » par-delà le temps de la guerre, et de l'émergence de « nouveaux territoires » fondés sur l'inscription territoriale des actions miliciennes dans le temps de la guerre. Les bombardements de Markale, le principal marché de Sarajevo (5 février 1994 et 28 août 1995), relèvent du nettoyage territorial, et non d'impératifs militaires. La population civile, cible de ce bombardement, était ainsi « punie » pour son « vivre ensemble », et pour les élans de solidarité intercommunautaire qui ont dicté ses actes pendant la guerre. De même, l'incursion des miliciens, groupes armés qui défendaient par la violence et le massacre la séparation des communautés, dans les espaces de l'intimité a profondément marqué les pratiques spatiales des habitants, au point de créer dans cette ville multiculturelle des territoires identitaires dans lequel « l'Autre » était devenu un indésirable, même pour les plus modérés parce que sa présence dans le quartier menaçait l'ensemble de la population de représailles miliciennes. La géographie de la peur a ainsi transformé la répartition de la population (figure n°2), mais aussi l'identité même de la ville, qui n'est plus un espace de rencontre, mais une juxtaposition de territoires communautaires. A la fin de la guerre, les minorités (principalement les Serbes et les Croates, mais également les petites minorités telles que les Juifs ou les Roms) ont majoritairement fui la ville de Sarajevo, qui s'est ainsi « bosniaquisée », c'est-à-dire qui s'est très fortement homogénéisée (figure n°3) : avant la guerre, au recensement de 1991, Sarajevo abritait 49 % de Bosniaques, 33 % de Serbes, 7 % de Croates et 11 % de petites minorités ou personnes se déclarant Yougoslaves. En 1997, on recense, 79 % de Bosniaques, 4 % de Serbes, à peine 5 % de Croates et 12 % de petites minorités ou de personnes ne sachant comment se déclarer). Ces logiques de guerre, impliquant directement la population civile et ses espaces de vie, ne visent donc pas seulement des cibles à des fins militaires¹⁰.

⁹ On reprend ici l'expression du géographe Stéphane Rosière : ROSIERE, Stéphane, 2007, « La modification coercitive du peuplement », *L'Information géographique*, n° 1/2007, pp. 7-25.

¹⁰ TRATNJEK, Bénédicte, 2010, « Les paysages urbains en guerre : géosymboles, territorialités et représentations », dans ORTEGA CANTERO, Nicolas, Juan GARCIA ÁLVAREZ et Manuel MOLLA RUIZ-GOMEZ, *Lenguajes y visiones del paisaje y del territorio*, UAM Ediciones, Madrid.

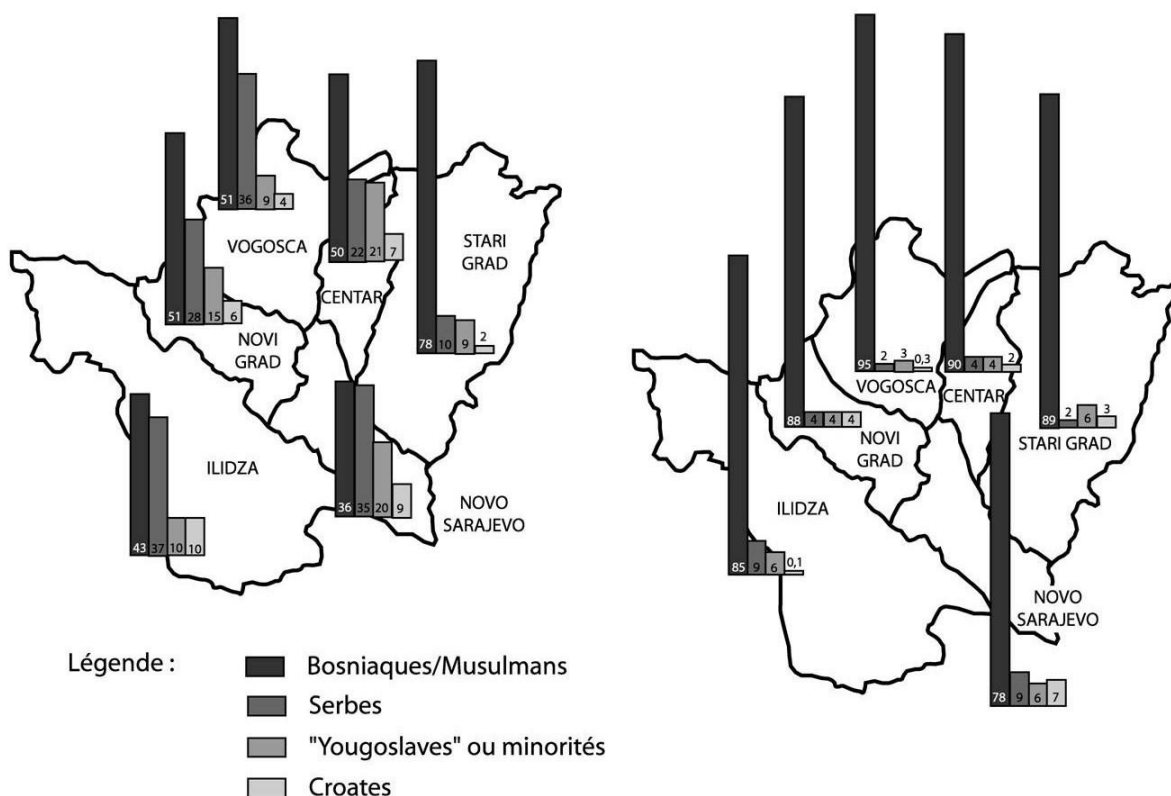
Figure n°2 : L'évolution de la répartition des populations à Sarajevo : de la géographie de la peur au nettoyage territorial dans la ville



Source : TRATNJEK, 2005, p. 98¹¹.

¹¹ TRATNJEK, Bénédicte, 2005, *Les militaires face au milieu urbain : étude comparative de Mitrovica et de Sarajevo*, mémoire de DEA de géographie, Université Paris-Sorbonne, p. 98.

Figure n°3 : Sarajevo : de la ville multiculturelle à la ville « bosniaquée »



Source : carte réalisée par l'auteur, d'après TRATNJEK, 2005¹².

III/ Les acteurs de la paix face à la territorialisation de la guerre dans la ville : le territoire comme enjeu de l'imposition de la paix

Comprendre les territorialités des belligérants permet ainsi de mettre en exergue les conséquences de la géographie de la peur dans l'immédiat après-guerre. Mais plus encore, cette approche permet de comprendre les échecs et les succès, ainsi que les difficultés des acteurs de la pacification. En effet, ces derniers se concentrent davantage sur le profil sociopolitique de la ville d'avant-guerre, sans toujours prendre en compte les subjectivités urbaines qui ont émergé dans le temps de la guerre. Pourtant, une « injustice territoriale » se met en place dans l'imaginaire spatial des habitants. Tout d'abord, elle s'ancre dans les inégalités nées du processus de reconstruction. Celui-ci met en scène une géographie différenciée en fonction de niveaux de priorité. La ville-centre bénéficie d'une reconstruction rapide et effective qui se lit dans le paysage : la guerre est oubliée, du moins elle n'est plus visible, si ce n'est à travers des monuments ayant pour fonction la mémoire. Par contre, les périphéries ou les espaces moins touristiques, qui s'opposent à la ville-vitrine (celle qui est donnée à voir aux observateurs extérieurs tels que les journalistes étrangers), sont mises à

¹² *Op. cit.*

l'écart de ce processus de reconstruction du bâti, bien plus lent et moins coûteux. De fait, cette inégalité apparaît comme une injustice spatiale aux yeux des habitants. De plus, la guerre s'ancre au travers de la paupérisation, de la taudification et de la ruralisation des territoires délaissés. Ce double processus d' « injustice territoriale » dans la reconstruction et de bidonvillisation permet l'ancrage des miliciens et des groupes déstabilisateurs dans des territoires urbains dont la fragmentation s'accroît. Ces territoires deviennent des foyers pour les mouvements insurrectionnels ou des « zones grises » soumises aux réseaux criminels : ces deux types d'acteurs déstabilisateurs s'appuient sur le sentiment de frustration des habitants, conscients de la territorialisation inégalitaire de la reconstruction et de la régulation de la ville. Les territoires du quotidien sont donc une « cible » pour les acteurs de la guerre comme pour ceux de la paix. Pourtant, les choix de ces derniers ne sont pas toujours en mesure de cette réalité : l'exemple de la reconstruction, par le grandiose, du pont de Mitrovica¹³, est une parfaite illustration de ces échecs d'une pacification pensée à l'échelle de la ville comme territoire collectif aux habitants, sans tenir compte des territorialités des multiples subjectivités urbaines dans l'après-guerre. A moyen terme, l'ancien « quartier-territoire » est polarisé par un haut-lieu politique (tel que le quartier dit de « La Sorbonne » à Abidjan, fief de la milice de Laurent Gbagbo, les Jeunes Patriotes), à partir duquel les acteurs de la déstabilisation reconstruisent le « quartier-territoire » par-delà le temps de la guerre.

L'exemple de Kaboul illustre parfaitement ces problématiques de l'inscription territoriale de la guerre par-delà l'arrêt des combats. Lors de la guerre dite d'invasion entre 1979 et 1989, les combats se déroulent principalement en zone rurale, d'où un afflux massif de populations déplacées en périphérie de la capitale qui devient une « ville-refuge ». Le temps de cette guerre, Kaboul s'est ainsi considérablement transformée passant de 750.000 à plus de 2.000.000 d'habitants¹⁴. S'en sont suivies une paupérisation, une bidonvillisation et une ruralisation des périphéries, indirectement liées à la géographie des combats en Afghanistan. Une fois les troupes soviétiques parties, une guerre civile s'est déclenchée entre les anciens alliés, se disputant le pouvoir nouvellement vacant. Kaboul, ville-capitale, se retrouve plongée dans la guerre, en tant que géosymbole du pouvoir. Principal foyer des combats, elle se vide en grande partie de sa population. Aux mains des Talebs dès 1996, la ville se stabilise, et accueille de nouveau des déplacés des régions rurales et des citadins revenant dans leur ville qu'ils avaient fui pendant la guerre civile. La paupérisation de la ville s'accroît face au manque d'investissements dans la reconstruction et à l'afflux massif de populations. Avec le déclenchement de l'intervention de la coalition sous l'égide des Etats-Unis en réaction au 11 septembre 2001, la ville-capitale devient une « ville-symbole » désignée comme une zone prioritaire pour prendre le contrôle du pays. Depuis, Kaboul est à la fois une « ville-cible » qu'il convient pour les différents acteurs syntagmatiques de contrôler, et une « ville-refuge » tant le déploiement d'un dispositif sécuritaire en fait une ville-vitrine des rapports de force. Son paysage socioculturel se transforme ainsi par ces incessants allers-retours de population, liés à la place de la ville dans les différentes guerres qui se succèdent en Afghanistan. La paupérisation et la taudification de ses marges urbaines et de tous les espaces délaissés par l'urbanisation devient un enjeu à la fois politique, sanitaire et social (figures n°4 et n°5). La pauvreté de ces « poches » urbaines, devenues des territoires identitaires fortement marqués par la distanciation avec « l'Autre », permet à la fois aux mouvements

¹³ TRATNJEK, Bénédicte, 2009, « Des ponts entre les hommes : les paradoxes de géosymboles dans les villes en guerre », *Cafés géo*, Rubrique Vox Geographi, en ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php?id_article=1768.

¹⁴ MAGNALDI, Stephan et Jessica PATERA, 2004, « Kaboul, de la destruction à la reconstruction », dans GRÜNEWALD, François et Eric LEVRON (dir.), *Villes en guerre et guerres en ville. Pratiques humanitaires en questions*, Paris, Karthala, pp. 69-106.

insurrectionnels de s'assurer une assise territoriale nécessaire à l'élaboration de leurs actions et de se constituer un foyer de recrutement.

**Figure n°4 : Constructions légales et habitat informel à Kaboul en 2004 :
l'expansion des zones d'habitat informel traduit la paupérisation et la taudification des
« poches » et des marges urbaines**



Source : Carte réalisée par l'auteur,
d'après BANQUE MONDIALE, 2004¹⁵.

¹⁵ BANQUE MONDIALE, 2004, « Kabul informal settlements », *Kabul Urban Policy Notes*, n°2.

Figure n°5 : De retour des camps du Pakistan, 600 familles déshéritées ont trouvé refuge dans d'anciens bâtiments de Kaboul construits par les Soviétiques



Source : Benjamin Lowy, Kaboul, avril 2007, exposition *L'Afghanistan et nous (2001-2009)*, Invalides, 2009.

Conclusion : le territoire, support par excellence pour interroger les intentionnalités des acteurs dans une ville en guerre

Les « murs de la paix », construits pour assurer la sécurité de la ville en séparant les communautés (comme dans le cas de Bagdad, de Belfast ou de Derry/LondonDerry), répondent à cette approche de la pacification prenant compte des territorialités miliciennes héritées de la guerre. Pourtant, le paradoxe est grand dans la mise en application de ses dispositifs sécuritaires pour une opération de mise en œuvre de la paix : si l'inscription territoriale de la guerre dans les villes en guerre est bien prise en compte, ces murs renforcent les fragmentations et la peur de « l'Autre », en « formatant » des pratiques spatiales selon des trajectoires qui font perdurer la fragmentation de la ville en multiples « quartiers-territoires ». Séparer permet de pacifier (en réduisant les espaces de rencontre au strict minimum, les affrontements intercommunautaires dans la ville ne deviennent plus une nécessité), mais ne permet pas de (ré)concilier les populations. De ce fait, les acteurs locaux, nationaux et internationaux œuvrant pour la paix doivent composer des stratégies tenant compte des territorialités héritées de la violence extrême de la guerre, et créer par ailleurs des interstices urbains qui permettent de (re)créer des espaces de rencontre.

La pacification ne peut être pensée seulement au prisme de la ville, qui n'est plus un espace collectif aux habitants, mais est réduit à la seule fonction d'échelle. De plus, le

territoire est un excellent support pour interroger les intentionnalités des acteurs¹⁶ déstabilisateurs dans les villes de l'immédiat après-guerre. Leur conscience de leurs stratégies territoriales en fait de puissants moteurs de conflictualités. En effet, ceux-ci ancrent, dans l'imaginaire spatial des habitants, les lignes de fracture de la ville comme d'inévitables frontières urbaines au-delà desquelles ils se retrouvent en insécurité. Le territoire milicien ne peut ainsi être réduit aux espaces de combat, dans la mesure où les processus d'appropriation et d'appartenance identitaires que construisent les belligérants deviennent de réels enjeux sociopolitiques dans les lendemains de la guerre.

¹⁶ RAFFESTIN Claude, 1986, « Ecogénèse territoriale et territorialité », dans AURIAC, François et Roger BRUNET (dir.), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard.